



COMMUNE DU TIGNET

NOTE DE PRESENTATION DU BP 2025

1/ INTRODUCTION

L'article L 2313-1 du code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présente note répond à cette obligation ; elle est disponible sur le site internet de la commune.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et recettes autorisées et prévues pour l'année 2025, dans le respect des principes budgétaires : annualité, universalité, unité, équilibre, antériorité et sincérité.

Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la commune et doit être voté par l'assemblée délibérante avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte. Une fois adopté, il est transmis au représentant de l'État dans un délai de 15 jours.

Par cette adoption, le Maire est habilité à exécuter les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget, pour la période du 1er janvier au 31 décembre de l'année civile.

Enfin, il est précisé que le budget 2025 intègre les résultats de l'exercice 2024.

Ce budget doit permettre de poursuivre les objectifs suivants que s'est assignée la municipalité :

- Préserver les services à la population, malgré un contexte budgétaire contraint ;
- Poursuivre les investissements en cours (Coulée Verte du Flaquier, rénovation - embellissement des écoles, aménagement de l'avenue de l'Hôtel de Ville, mise aux normes de l'éclairage public...)
- Maîtriser les dépenses de fonctionnement afin de préserver l'équilibre budgétaire,
- Maintenir les taux de la fiscalité directe locale sans augmentation,
- Supporter les dépenses nouvelles imposées par l'État : hausse de 3 points des cotisations retraites des agents titulaires, avec ses conséquences sur les charges de personnel, et participation étendue aux employeurs publics aux charges de prévoyance du personnel.

2/ STRUCTURE DU BUDGET

Le budget est structuré en **deux sections** :

- **La section de fonctionnement**, qui couvre la gestion courante de la collectivité.
- **La section d'investissement**, qui regroupe les achats de biens mobiliers et immobiliers, ainsi que les études et travaux portés par la commune.

La section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses et recettes nécessaires au bon fonctionnement de la collectivité.

- Les dépenses de fonctionnement sont constituées par les salaires du personnel, l'entretien et les consommations de fluides des bâtiments communaux et scolaires, les achats de matières premières et de fournitures, les prestations de services, les subventions versées aux associations ainsi que les contributions versées aux organismes et groupements (SDIS, SICTIAM etc..).
- Les recettes de fonctionnement sont constituées par les produits des services et du domaine, la fiscalité, les subventions, la Dotation Globale de Fonctionnement etc...

La section d'investissement est dédiée aux projets d'aménagement de la commune.

- Il s'agit notamment des acquisitions de mobilier, de matériel pour les scolaires, d'informatique, de biens immobiliers ainsi que les études et les travaux réalisés
- Les recettes d'investissement sont principalement les subventions d'investissement perçues en lien avec les projets d'investissement, le remboursement de la TVA par l'Etat et l'autofinancement, la taxe d'aménagement.

3/ SYNTHESE ET EQUILIBRE DU BUDGET PRIMITIF 2025

Budget Principal (en €)	DEPENSES	RECETTES
SECTION DE FONCT	2 734 161,01	2 734 161,01
SECTION D'INVEST	2 376 329,96	2 753 097,83
TOTAL DU BUDGET	5 110 490,97	5 487 258,84

4 / LE BUDGET PRINCIPAL 2025

4.1 Dépenses de fonctionnement

Compte tenu du contexte budgétaire 2025 très contraint et des années à venir qui s'annoncent difficiles, nous poursuivons notre démarche de **maîtrise des dépenses**.

L'objectif majeur est de préserver l'**équilibre budgétaire** tout en garantissant un **niveau de service satisfaisant** pour les tignetans.

Pour l'exercice 2025, le montant prévisionnel des **dépenses de fonctionnement** est de 2 734 161,01 €

Ces dépenses de fonctionnement concernent :

Les charges récurrentes à caractère général (contrats, fluides, télécommunications, fournitures, assurances) pour 790 961,01€,

- ✓ Les charges de personnel pour 1 275 000 €,
- ✓ Les autres charges de gestion courante pour 352 300 € dont les subventions aux associations pour 25 000 €,
- ✓ Les charges exceptionnelles pour 5 000 €,
- ✓ Les charges d'amortissement pour 2500 €,
- ✓ Les atténuations de produits (chapitre 014) 27 400 € qui concernent le FPIC (fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales),

Le virement à la section d'investissement pour 280 000 €,
- ✓ Les opérations d'ordre (chapitre 042) pour 1000 €.

Le volume des dépenses prévisionnelles progresse peu de 2024 à 2025 (+ 2,74 %).

DEPENSES - FONCTIONNEMENT		2 734 161.01 €
011	Charges à caractère général	790 961.01 €
012	Charges de personnel	1 275 000.00 €
14	Atténuation de produits	27 400.00 €
65	Autres charges de gestion courante	352 300.00 €
66	Charges financières	0.00 €
67	Charges exceptionnelles	5 000.00 €
68	Charges d'amortissement	2 500.00 €
042	Charges d'amortissement	1 000.00 €
023	Virement à la section d'investissement	280 000.00 €

4.2 Recettes de fonctionnement

La **section de fonctionnement** assure la gestion courante de la commune.

Les **recettes** proviennent principalement de :

- La fiscalité locale,
- Les produits des services et du domaine,
- Les dotations versées par l'État.

Pour l'exercice 2025, le montant prévisionnel des recettes s'élève à **2 734 161,01€**.

Chapitre 70 produits des services et domaines : 124 100 €

Ce chapitre inclut principalement :

- Les produits des concessions funéraires, d'occupation du domaine public,
- Les locations professionnelles et la mise à disposition du personnel communal à la CAPG,
- Le remboursement par le groupement (encombrants) et diverses charges locatives.

Chapitre 73 Impôts et taxes et 731 : 1 719 500 €

5/ ÉVOLUTION DES RECETTES FISCALES

Le **coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives** (bases d'imposition) est déterminé par un calcul automatique et n'est plus fixé par amendement parlementaire. Il n'apparaît donc plus dans les lois de finances annuelles.

Pour **2025**, la **revalorisation forfaitaire des bases locatives** est calculée en fonction de l'évolution de l'**indice des prix à la consommation harmonisé** sur un an. En raison de la forte inflation en 2024, le coefficient de revalorisation des bases est fixé à **+1,6 %** pour 2025, contre **+3,8 %** l'année précédente.

En l'absence de variation des **taux de fiscalité**, cette augmentation concernera uniquement les **bases d'imposition**, hors évolutions physiques. La revalorisation des bases s'applique uniquement aux **bases foncières (TFPB, TFPNB)**, hors **Taxe d'Habitation sur les Résidences Secondaires (THRS)**.

La Fiscalité perçue par la commune se décline ainsi :

- ✓ La TFPB (taxe foncière sur les propriétés bâties) ;
- ✓ La TFPNB (taxe foncière sur les propriétés non bâties)
- ✓ La THRS (taxe d'habitation sur les résidences secondaires) ;
- ✓ L'attribution de compensation de la CAPG
- ✓ La dotation de solidarité communautaire
- ✓ La taxe sur les pylônes
- ✓ Taxe sur la consommation finale (Sictiam)
- ✓ Taxe de séjour
- ✓ Taxe additionnelle aux droits de mutation

En ce qui concerne la fiscalité, il est proposé de **reconduire les taux votés en 2024**.

- **Taxe foncière sur les propriétés bâties** : 17,91 %
- **Taxe foncière sur les propriétés non bâties** : 14,21 %
- **Taxe d'habitation sur les résidences secondaires** : 9,71 %

Chapitre 74 Dotations et participation : 258 000 €

- Dotation Globale de Fonctionnement : dotation forfaitaire et dotation de solidarité rurale 1^{ère} fraction,
- Le FCTVA,
- Les allocations compensatrices de l'Etat.

Chapitre 75 Autres produits de gestion courante : 145 000 €

- Les revenus du patrimoine immobilier ;

- Indemnisation des sinistres,
- Participation de l'office français de la biodiversité.

Chapitre 78 Reprises sur provisions 13 000 €

Chapitre 013 atténuation de charges 40 300 €

- Remboursement sur rémunération du personnel

RECETTES - FONCTIONNEMENT		2 734 161.01 €
70 Produits des services, du domaine, ...		124 100.00 €
73 Impôts et taxes		1 719 500.00 €
74 Dotations et participations		258 000.00 €
75 Autres produits de gestion courante		145 000.00 €
76 Produits financiers		
77 Produits exceptionnels		2 000.00 €
78 Reprises amortissements		13 000.00 €
013 Atténuation de charges		40 300.00 €
72 (042) Travaux en régie		40 000.00 €
002 Excédent antérieur reporté		392 261.01 €

La section d'investissement est en suréquilibre entre les dépenses et les recettes,

Le montant des dépenses d'équipement avec les restes à réaliser est de **2 376 329,96 €**

Le montant des recettes est de 2 753 097,83 €.

Les principaux postes de dépenses sont répartis ainsi :

- **Opérations financières : 3000 €**
- **Opérations de travaux dont le montant total s'élève à 2 135 910,92 €**
- **Les autres postes hors opérations d'achats et travaux pour 197 419,04 €**
- **Les travaux en régie pour 40 000 €**

Le financement de ces investissements est ainsi assuré :

✓ Les subventions de nos partenaires :	1 071 000 €
✓ L'autofinancement (virement et amortissements) :	580 000 €
✓ Le FCTVA :	173 000 €
✓ La taxe d'aménagement :	20 000 €
✓ Résultat reporté :	908 097,83 €

